

« La loi sur le gaspillage de l'électricité menace notre sécurité énergétique ! » - Crise énergie non

oboli

Trop chère et trop extrême : la loi sur le gaspillage de l'électricité du centre-gauche est une catastrophe pour l'approvisionnement énergétique de la Suisse, pour l'économie, pour notre belle nature et pour chacun d'entre nous. Elle aggrave massivement la pénurie d'électricité et les coûts explosent. Nous devons empêcher cela en votant NON le 18 juin, a déclaré le président de l'UDC Marco Chiesa lors de la conférence de presse du comité pluriel pour le non.

« Avec la loi sur le gaspillage de l'électricité, nous répétons les erreurs de la Stratégie énergétique 2050, qui a échoué », a déclaré [le président de l'UDC Marco Chiesa](#) lors de la conférence de presse du comité du non à Berne. « Nous nous trouvons au milieu d'une crise de l'énergie et de l'électricité que nous avons créée et nous l'aggravons encore ». La loi sur le gaspillage de l'électricité va encore plus loin que la loi sur le CO2 rejetée par le peuple : « Elle implique une interdiction de facto de l'essence, du diesel, du mazout et du gaz. Conduire une voiture et se chauffer ne seraient plus possibles qu'à l'électricité ». Nous aurions besoin de beaucoup plus d'électricité à l'avenir, alors que nous en avons déjà trop peu aujourd'hui et que cette dernière est déjà trop chère. Le conseiller aux Etats tessinois a par ailleurs souligné qu'un approvisionnement énergétique sûr et abordable est vital pour la population et le maintien des emplois et de la prospérité.

Des interdictions aux antipodes des valeurs suisses et des milliers de francs de coûts supplémentaires

« Comme cette loi doublerait les besoins en électricité de la Suisse, il s'agit en réalité d'une loi sur le gaspillage de l'électricité », selon le [conseiller national et directeur de la campagne Michael Graber](#). « Cette loi aggravera la crise de l'électricité et conduira à une explosion des coûts de l'énergie : de 3'000 francs aujourd'hui, nous pourrions passer jusqu'à 9'600 francs par personne et par an, à des interdictions et à une mise sous tutelle aux antipodes des valeurs suisses ». Ces conséquences drastiques sont explicitement illustrées par les affiches, tant du comité interpartis que de l'UDC Suisse. Grâce au succès du référendum de l'UDC, le peuple aura le dernier mot le 18 juin sur cette importante question.

Les loyers seront inabordables pour les revenus ordinaires

L'association suisse des propriétaires fonciers (HEV), qui a décidé de voter NON, s'oppose elle aussi « de toutes ses forces aux mesures imposées par la loi », selon son [président Hans Egloff](#). « Ces mesures partent peut-être d'une bonne intention mais elles ne tiennent absolument pas

compte du fait que nous n'avons pas assez d'électricité pour mettre en œuvre cette stratégie ». En cas d'adoption de la loi sur le gaspillage de l'électricité, les chauffages au mazout et au gaz fonctionnels devraient être mis hors service. Les propriétaires devraient également être contraints de procéder à des rénovations coûteuses : « Les personnes âgées et les familles à revenus modestes et moyens souffriront particulièrement des prix élevés de l'électricité et des coûts de rénovation imposés ; les loyers deviendraient inabordables », affirme Hans Egloff. Les propriétaires et les locataires qui se chauffent déjà à l'énergie renouvelable doivent s'attendre à une hausse massive des prix de l'électricité et à des black-out.

« La loi sur le gaspillage de l'électricité nuit à l'agriculture »

« La loi sur le gaspillage de l'électricité mènera de nombreuses familles d'agriculteurs à la ruine », a prévenu le [conseiller national et agriculteur Pierre-André Page](#). Des assainissements forcés et coûteux des bâtiments et du parc de véhicules seraient nécessaires et les tracteurs et autres machines agricoles devraient passer à l'électricité. L'agriculture « sans viande » visée par l'objectif net zéro fixé par la loi entraînerait une forte réduction du nombre d'animaux de rente et du revenu des agriculteurs. En outre, de précieuses terres cultivables seraient perdues au profit de grandes installations solaires et éoliennes. Les consommateurs en feraient également les frais, puisque les denrées alimentaires deviendraient beaucoup plus chères. « Cette loi est extrême et nuisible, elle vient à l'origine des mêmes milieux que les initiatives agricoles de la gauche rose-verte », a constaté Pierre-André Page.

« Beaucoup de gens ont déjà du mal à payer les coûts élevés de l'énergie »

GastroSuisse, la plus grande association patronale de l'hôtellerie et de la restauration, fait partie de la large alliance du comité du non. « Nous soutenons l'objectif zéro net, mais on ne peut pas l'imposer par la loi et par des interdictions », a déclaré [Casimir Platzer, président de Gastrosuisse](#). Les hôtels et les restaurants doivent être chauffés et la nourriture doit être préparée. Compte tenu des marges modérées, l'hôtellerie-restauration dépend inévitablement de la stabilité des prix de l'électricité. « Les évolutions de prix brutales pèsent lourdement sur l'hôtellerie-restauration. La loi sur le gaspillage de l'électricité aggraverait encore la situation pour l'hôtellerie-restauration, car cette loi entraînerait des coûts d'investissement élevés et des prix de l'électricité encore plus élevés », a expliqué Casimir Platzer.

Mise en garde contre un « frein total » de l'économie suisse

« La loi sur le gaspillage de l'électricité représente un frein total pour l'économie suisse », a déclaré [l'entrepreneuse et conseillère nationale Diana Gutjahr](#). Jusqu'à présent, la Suisse s'est engagée avec succès sur la voie de la politique climatique. Alors que l'indice de production a été multiplié par cinq par rapport à 1990, les émissions de CO₂ ont diminué de 10% dans le même temps. Des milliers d'entreprises ont déjà investi de manière ciblée et économisé du CO₂. « Les entreprises à forte consommation d'énergie souffrent déjà de l'augmentation des coûts et de la menace de pénurie d'électricité ; la nouvelle loi serait fatale à de nombreuses entreprises », a déclaré Diana

Gutjahr. Des emplois seraient ainsi perdus. Pour maintenir la prospérité et la compétitivité, il faut de l'électricité à un prix abordable, davantage de marché, un approvisionnement énergétique fiable, un taux d'auto-alimentation élevé et un large mix d'électricité.

Empêcher la dégradation du paysage et garantir l'approvisionnement en énergie

« Un oui à la loi sur le gaspillage de l'électricité serait également néfaste pour la nature et le paysage », a souligné la [conseillère nationale Monika Rüegger](#). Elle fait le calcul : Avec cette loi, nous devrions remplacer 60% de notre consommation d'énergie par de l'électricité. Pour cela, il faudrait en plus 17 centrales de pompage-turbinage de la taille de la Grande Dixence, environ 5'000 éoliennes ainsi que des millions de mètres carrés d'installations solaires. « Notre belle patrie suisse serait méconnaissable ». Malgré cela, nous manquerions d'électricité, en particulier pendant les mois d'hiver, car nous ne pouvons pas la stocker suffisamment. On ne peut pas non plus compter sur les importations : « Nos pays voisins ont eux-mêmes trop peu d'électricité ». Pour conclure, le président de l'UDC Marco Chiesa a souligné au nom de la large alliance du non que « la loi sur le gaspillage de l'électricité aura l'effet inverse de ce que ses partisans prétendent : elle de renforcera pas la sécurité énergétique, mais la met en danger. Elle ne renforce pas l'économie, mais l'affaiblit. Elle ne sauve pas la nature, mais la défigurera ». C'est pourquoi il faut voter résolument NON le 18 juin !